

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/287

G/SCM/W/295

26 février 1996

(96-0703)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE¹
CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS
PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT INDIEN² AU TITRE
DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 février 1996.

LEGISLATION DE L'INDE RELATIVE AUX DROITS COMPENSATEURS

Question 1

Dans la Loi n° 6 du 25 mars 1995 portant amendement du tarif douanier (G/SCM/N/1/IND/2) au paragraphe 2 modifiant les articles 9, 9A et 9B de la Loi de 1975 sur le tarif douanier, il est fait référence à une subvention versée indirectement; les autorités indiennes pourraient-elles préciser dans quelle mesure le terme "indirectement" est censé s'appliquer dans le contexte du code des subventions?

Réponse 1

Les termes "directement" et "indirectement" ont la même application que dans le paragraphe 3 de l'article VI du GATT de 1994.

Question 2

Dans le même paragraphe (2.1), les autorités indiennes semblent avoir indiqué que, si un article bénéficie d'une subvention et s'il est transformé ultérieurement (avant son importation en Inde) par fabrication, production ou d'une autre manière, elles pourront toujours appliquer un droit compensateur. Les autorités indiennes pourraient-elles indiquer quel critère serait utilisé pour évaluer l'effet de l'importation de cet article sur la branche d'activité indienne produisant un produit similaire, aux fins de la détermination du dommage? Les autorités indiennes

¹G/ADP/W/92-G/SCM/W/101 + Suppl.1.

²G/ADP/N/1/IND/2-G/SCM/N/1/IND/2 + Corr.1.

pourraient-elles indiquer quel critère serait appliqué pour établir que l'élément prétendument subventionné est inclus dans l'article transformé, et sur quelle base légale un droit compensateur peut être imposé sur un article dont la classification dans le Tarif douanier commun est différente de celle du produit similaire soumis à enquête?

Réponse 2

Les critères à appliquer pour évaluer l'effet de l'importation d'un tel article sur la branche de production nationale indienne aux fins de détermination du dommage sont indiqués dans l'annexe I au Règlement de 1995 concernant le tarif douanier (identification, calcul et recouvrement de droits antidumping sur les articles faisant l'objet d'un dumping, et détermination du dommage), ci-après dénommé "Règlement". L'élément de subvention contenu dans une partie entrant dans la fabrication de l'article transformé sera déterminé conformément audit règlement.

Question 3

Dans la Notification n° 1/95-N.T. CUSTOMS, du 1er janvier 1995/11 Pausa 1916 (Saka) (G/SCM/N/1/IND/2, page 31), au paragraphe 8.2), il est dit que 'l'autorité compétente pourra exiger des parties qui fournissent des informations confidentielles qu'elles en donnent des résumés non confidentiels ...'. L'Inde a-t-elle l'intention de rendre cette disposition obligatoire? (12.4.1 SCM)

Réponse 3

L'autorité compétente a le pouvoir discrétionnaire d'exiger ou non des résumés non confidentiels d'informations fournies sur une base confidentielle. La recevabilité de ces informations confidentielles est toutefois assujettie aux dispositions de l'article 8 3) du Règlement.

Question 4

Dans le même texte, au paragraphe 5, il est fait référence au "pays d'origine". Les autorités indiennes peuvent-elles préciser si, lorsqu'elles se réfèrent à "toute opération de cette nature", elles entendent que l'article concerné sera toujours classé comme "article similaire"?

Réponse 4

Il est précisé que l'expression "toute opération de cette nature" contenue à l'article 5 du Règlement, s'entend d'une transaction qui fait l'objet d'une enquête pouvant aboutir à l'imposition de droits compensateurs. La portée du terme "article" est régie par l'article 9 1) de la Loi de 1975 sur le tarif douanier.

Question 5

S'agissant du paragraphe 20.1), les autorités indiennes peuvent-elles confirmer que, lorsqu'elles se réfèrent à des importations en provenance de "certains pays", et que le montant du droit ne doit pas dépasser celui qui aura été jugé suffisant pour éliminer le dommage, cette règle sera appliquée sur une base non discriminatoire à tous les Membres de l'OMC?

Réponse 5

L'expression "certains pays" est définie à l'article 2 e) du Règlement et comprend tous les Membres de l'OMC. Le Règlement est, par ailleurs, également applicable à tous les Membres sur une base non discriminatoire.

LEGISLATION ANTIDUMPING DE L'INDE

Calcul de la marge de dumping

Question 1

Le principe 2 ii) de l'annexe I du règlement antidumping définit un laps de temps raisonnable comme étant "d'au moins six mois", soit une définition plus libérale que celle de l'article 2.2.1 du Code antidumping de 1994, c'est-à-dire normalement un an.

Quel sera normalement le laps de temps retenu par les autorités indiennes?

Réponse 1

Le paragraphe 2 i) de l'annexe I du règlement antidumping de l'Inde fait obligation à l'autorité compétente d'examiner les ventes effectuées dans un laps de temps raisonnable, c'est-à-dire d'au moins six mois. L'autorité compétente considérerait donc comme laps de temps raisonnable un laps de temps d'au moins six mois.

Question 2

Le principe 6 ii) de l'annexe I du règlement transpose la prescription contenue dans l'article 2.4 du Code antidumping de 1994 selon laquelle, lorsque le prix à l'exportation est construit, la valeur normale doit être déterminée au même niveau commercial.

Que fera l'Inde pour s'assurer que les autorités indiquent aux parties intéressées les renseignements nécessaires pour une comparaison équitable, et que la charge de la preuve imposée à ces parties n'est pas déraisonnable?

Réponse 2

Il est impliqué que l'autorité compétente indiquera aux parties intéressées les renseignements nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et n'imposera pas à ces parties une charge de la preuve déraisonnable.

Question 3

L'article 2.4.2 du Code antidumping de 1994 prévoit trois méthodes possibles de comparaison entre prix à l'exportation et valeur normale: comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée, comparaison transaction par transaction et comparaison entre valeur normale moyenne pondérée et prix de transactions à l'exportation prises individuellement. Cette dernière possibilité est assujettie à des conditions supplémentaires (existence de certaines configurations de prix et raisons pour lesquelles il n'est pas possible de prendre en compte les différences constatées). Le principe 6 iv) de l'annexe I du règlement dispose, toutefois, que la seule méthode

utilisée par les autorités indiennes sera celle d'une comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et les prix à l'exportation transaction par transaction. Que fera l'Inde pour s'assurer que les autres méthodes seront appliquées si les prescriptions supplémentaires requises pour l'application de la méthode fondée sur la comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement ne sont pas remplies?

Réponse 3

Il semble y avoir une erreur typographique, dont l'examen en vue de rectification est en cours.

Question 4

La définition du produit similaire contenue à l'article 2.6 du Code antidumping de 1994 est applicable tout au long de l'Accord. L'article 2 d) du règlement limite cette définition à l'enquête.

Que fera l'Inde pour s'assurer que la définition du produit similaire est applicable sur une base générale, notamment avant le début d'une enquête, lors de l'examen de plaintes?

Réponse 4

La définition du produit similaire n'est pas limitée à l'enquête.

Détermination de l'existence d'un dommage

Question 5

Il suffirait sans doute de confirmer que, dans le paragraphe iv) de l'annexe II, il convient de lire "actual and potential decline" au lieu de "natural and potential decline" (voir l'article 3.4 du Code antidumping de 1994). (Sans objet en français)

Réponse 5

Oui, les deux expressions ont la même signification.

Question 6

En ce qui concerne la menace de dommage, comment l'Inde assurera-t-elle le respect de la prescription selon laquelle "la totalité des facteurs considérés doit amener à conclure que d'autres exportations faisant l'objet d'un dumping sont imminentes et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises" (dernière phrase de l'article 3.7 du Code antidumping de 1994)?

Réponse 6

Il est impliqué que l'autorité compétente se laissera guider par l'ensemble des facteurs mentionnés à l'annexe II ainsi que par d'autres facteurs connexes pour déterminer que d'autres exportations faisant l'objet d'un dumping sont imminentes et qu'un dommage important se produirait à moins que des mesures de protection ne soient prises.

Question 7

Que fera l'Inde pour s'assurer que les cas de menace de dommage sont envisagés et font l'objet d'une décision avec le "soin particulier" prescrit à l'article 3.8 du Code antidumping de 1994?

Réponse 7

Les dispositions du paragraphe vii) de l'annexe II du règlement antidumping impliquent que les cas de menace de dommage sont envisagés avec un soin particulier. Il n'est pas jugé nécessaire de transposer dans le droit interne chacune des dispositions de l'Accord.

Question 8

En ce qui concerne l'évaluation cumulative, l'article 3.3 du Code antidumping de 1994 prévoit que les conditions de concurrence

- entre les produits importés, et
- entre les produits importés et le produit national similaire

doivent être prises en considération pour que les autorités puissent décider de procéder à l'évaluation cumulative des effets des importations en provenance de plusieurs pays. Le Principe iii) de l'annexe II du règlement ne mentionne que la concurrence entre les articles importés et les produits nationaux similaires.

Que fera l'Inde pour s'assurer que les conditions de concurrence entre les produits importés des différents pays seront aussi prises en considération?

Réponse 8

Il semble y avoir une erreur typographique, dont l'examen en vue de rectification est en cours.

Questions de procédure

Demande - conditions de l'engagement de la procédure

Questions 9 et 10

La première phrase de l'article 5.2 du Code antidumping de 1994 contient une prescription obligatoire aux termes de laquelle toute demande comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage, et c) d'un lien de causalité. Or l'article 5.2 du règlement stipule des éléments de preuve a) du dumping, b) du dommage, le cas échéant, et c) le cas échéant, du lien de causalité. Le même libellé peu satisfaisant est repris à l'article 5 3) b) du règlement.

Comment l'Inde peut-elle s'assurer que sa législation sera appliquée d'une manière qui ne s'écarte pas de la ligne clairement indiquée à l'article 5.2 du Code antidumping de 1994, à savoir que des renseignements à valeur probante doivent être fournis pour chacun des trois éléments?

Comment l'Inde peut-elle s'assurer que les renseignements concernant chacun des trois éléments seront examinés conformément aux dispositions de l'article 5.3 du Code antidumping de 1994?

Réponses 9 et 10

Dans le cas de "certains pays", le règlement exige la preuve du dommage et du lien de causalité. Les Membres de l'OMC étant inclus dans la définition de "certains pays", l'obligation est entièrement remplie dans leur cas.

Questions 11 et 12

L'article 5 2) du règlement ne dit rien du contenu d'une demande.

Que fera l'Inde pour s'assurer que les demandes déposées devant les autorités indiennes contiennent les éléments énumérés dans les alinéas i), ii), iii) et iv) de l'article 5.2 du Code antidumping de 1994?

Que fera l'Inde pour s'assurer qu'une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents (deuxième phrase de l'article 5.2 du Code antidumping de 1994) ne sera pas jugée suffisante pour constituer une demande présentée aux autorités indiennes?

Réponses 11 et 12

La demande sera spécifiée par l'autorité compétente et contiendra les éléments énumérés à l'article 5.2 de l'Accord. De plus, l'article 5 3) b) du règlement antidumping dispose qu'une enquête antidumping ne peut être ouverte par l'autorité compétente que si l'autorité compétente examine l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande et détermine qu'il y a des éléments suffisants concernant le dumping et le dommage qui en résultent pour justifier l'ouverture d'une enquête.

Question 13

La législation indienne ne prévoit pas de règle correspondant à l'article 5.5 du Code antidumping de 1994 qui précise que toute publicité prématurée sera évitée.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de cette règle?

Réponse 13

L'article 6 1) dispose que l'autorité compétente ne publiera un avis au public qu'après avoir décidé d'ouvrir une enquête. Il s'ensuit que, tant que cette décision n'aura pas été prise, l'autorité compétente ne donnera aucune publicité à la demande reçue par elle, ce qui correspond à la règle énoncée à l'article 5.5 de l'Accord.

Question 14

Selon l'article 1 1) du règlement, la possibilité pour les autorités indiennes d'ouvrir une enquête de leur propre chef n'est pas limitée à des "circonstances spéciales" ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.6 du Code antidumping de 1994.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 5.6 du Code antidumping de 1994?

Réponse 14

L'article 5 4) dispose que l'autorité compétente ne peut ouvrir une enquête de son propre chef que si elle détermine qu'il existe suffisamment d'éléments de preuve de l'existence des circonstances visées à l'alinéa b) du paragraphe 3), lequel concerne la preuve du dumping, du dommage et du lien de causalité. Le respect des dispositions de l'article 5.6 de l'Accord sera donc respecté en cas d'enquête ouverte par l'autorité compétente de son propre chef.

Question 15

L'article 14 du règlement prévoit la prompte clôture d'une enquête. Cette disposition ne correspond toutefois qu'à la moitié de l'article 5.8 du Code antidumping de 1994 lequel, en outre, dispose que de même, "une demande ... sera rejetée ... dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants ...". Cette lacune, s'ajoutant à l'imprécision du libellé relatif aux éléments de preuve (voir les questions 9 et 10 ci-dessus), fait qu'il serait possible d'engager une procédure même si les éléments de preuve concernant le dumping, le dommage et le lien de causalité fournis à l'appui de la demande ne sont pas suffisants.

Que fera l'Inde pour s'assurer que les demandes sont rejetées et qu'aucune procédure n'est engagée lorsque les éléments de preuve relatifs à ces trois composantes sont insuffisants?

Réponse 15

Il découle implicitement des dispositions de l'article 5 3) b) du règlement antidumping qu'aucune enquête ne peut être ouverte en l'absence d'éléments de preuve suffisants du dumping, du dommage et du lien de causalité.

Question 16

La législation indienne ne contient pas de règle correspondant à l'article 5.9 du Code antidumping de 1994.

Que fera l'Inde pour s'assurer qu'une procédure antidumping n'entrave pas les procédures de dédouanement?

Réponse 16

Cela est impliqué en droit indien.

Eléments de preuve

Question 17

L'article 6.1 du Code antidumping de 1994 dispose que "toutes les parties intéressées ... seront avisées des renseignements que les autorités exigent". L'article 6 4) du règlement dispose que l'autorité compétente pourra publier un avis pour demander des renseignements.

Que fera l'Inde pour s'assurer que toutes les parties intéressées ont connaissance des renseignements qu'elles doivent fournir pour protéger leurs droits?

Réponse 17

Les dispositions de l'article 6 4) du règlement antidumping impliquent que les parties intéressées seront avisées des renseignements qu'elles doivent fournir pour protéger leurs intérêts.

Question 18

En ce qui concerne les droits des parties intéressées, la législation indienne ne prévoit pas la possibilité de réunions entre parties ayant des intérêts contraires, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.2 du Code antidumping de 1994 (voir l'article 6 6) du règlement).

Que fera l'Inde pour s'assurer que les parties intéressées auront toute possibilité de défendre leurs intérêts tout au long de l'enquête, notamment la possibilité de demander à rencontrer les parties ayant des intérêts contraires?

Réponse 18

L'autorité compétente ménage une ou plusieurs audiences privées à toutes les parties intéressées. Les dates de ces audiences privées sont dûment notifiées. Les parties intéressées peuvent mettre à profit ces occasions pour organiser des réunions entre parties ayant des intérêts contraires.

Question 19

En ce qui concerne l'accès aux renseignements, la législation indienne ne transpose pas l'article 6.4 du Code antidumping de 1994 qui prévoit la possibilité, pour toutes les parties intéressées, de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leur dossier.

Que fera l'Inde pour s'assurer que l'article 6.4 du Code antidumping de 1994 sera respecté, en particulier en donnant aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents, notamment des renseignements contenus dans les dossiers des autorités indiennes?

Réponse 19

L'article 16 du règlement antidumping traite de la divulgation des informations. Les parties intéressées peuvent, toutefois, demander à l'autorité compétente toute information qui peut être fournie par l'autorité compétente sous réserve des dispositions pertinentes du règlement.

Question 20

Selon l'article 6.5.1 du Code antidumping de 1994, les autorités exigeront des parties intéressées qu'elles fournissent des résumés non confidentiels. Dans des circonstances exceptionnelles, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées. L'article 7 2) du règlement réduit cette obligation à une option ("pourra exiger", "pourra remettre").

Que fera l'Inde pour s'assurer que des résumés non confidentiels qui sont une source majeure de renseignements pour les autres parties intéressées seront fournis comme l'exige le Code antidumping de 1994?

Réponse 20

Les dispositions de l'article 7 2) impliquent que l'autorité compétente, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, demandera aux parties de fournir des résumés non confidentiels. L'article 7 3) régit la recevabilité de ces informations.

Question 21

L'article 6.7 du Code antidumping de 1994 dispose que les procédures décrites à l'annexe I sont applicables aux enquêtes effectuées sur le territoire d'autres Membres. Ces procédures ne sont transposées que partiellement dans la législation indienne (article 9 du règlement).

Que fera l'Inde pour s'assurer que les paragraphes 2, 4, 5, 7 et 8 de l'annexe I du Code antidumping de 1994 seront respectés?

Réponse 21

L'autorité compétente peut examiner la pertinence de ces dispositions, si la situation le justifie.

Question 22

En ce qui concerne l'utilisation des données de fait disponibles, l'article 6 8) du règlement ne précise pas que les constatations établies sur cette base peuvent être positives ou négatives (voir l'article 6.8 du Code antidumping de 1994).

L'Inde devrait confirmer que l'utilisation des données de fait disponibles n'exclut pas les constatations négatives.

Réponse 22

En vertu de l'article 12 pour les conclusions préliminaires et de l'article 17 pour les conclusions finales, l'autorité compétente est tenue de formuler sa conclusion concernant le prix à l'exportation, la valeur normale, la marge de dumping, le dommage, etc. Selon l'article 6 8), l'autorité compétente conclut sur la base des faits qui lui sont connus. Par voie de conséquence, que les conclusions soient affirmatives ou négatives, l'autorité compétente formule dans les deux cas ses conclusions sur la base des faits qui lui sont connus. Ainsi l'utilisation des seules données de faits disponibles n'exclut pas la formulation de constatations négatives.

Question 23

Contrairement à l'article 6.9 du Code antidumping de 1994, l'article 16 du règlement ne précise pas que la "divulgaration devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts".

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 6.9 du Code antidumping de 1994?

Réponse 23

Il est impliqué que l'autorité compétente procédera à la divulgation suffisamment tôt pour donner aux parties intéressées le temps nécessaire.

Mesures provisoires

Question 24

Contrairement à l'article 7.1 ii) du Code antidumping de 1994, qui exige une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant, l'article 12 1) du règlement ne comporte pas une semblable allusion au lien de causalité.

Que fera l'Inde pour s'assurer que les constatations préliminaires comportent un examen du lien de causalité?

Réponse 24

L'article 4 a) ii) du règlement antidumping assure que les conclusions préliminaires comportent un examen du lien de causalité.

Questions 25 et 26

L'article 13 du règlement prévoit l'extension à neuf mois de la période d'application des mesures provisoires de six mois, à la demande d'exportateurs contribuant pour un pourcentage notable aux échanges en cause. L'article 7.4 du Code antidumping de 1994 ne prévoit cette possibilité d'extension de la période que dans le cas où les autorités déterminent le seuil à partir duquel le dommage est supprimé. L'article 17 1) b) du règlement contient un libellé qui fait allusion à un tel seuil: "le montant du droit qui, s'il était imposé, suffirait pour éliminer le dommage subi le cas échéant".

Comment, à quel stade de la procédure et dans quelle mesure les autorités indiennes s'efforceront-elles de déterminer le seuil à partir duquel le dommage est supprimé?

Si la réponse à la question 25 est négative, comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 7.4 du Code antidumping de 1994 qui établit des périodes maximales plus courtes, respectivement égales à quatre et six mois?

Réponses 25 et 26

L'article 18 1) dispose que dans le cas de certains pays, c'est-à-dire des Membres de l'OMC, le montant du droit ne dépassera pas celui qui aura été jugé suffisant pour éliminer le dommage causé à la branche de production nationale. L'article 13 prévoit des périodes de six mois et neuf mois, respectivement, pour ce qui est des Membres de l'OMC, conformément aux dispositions de l'article 7.4 de l'Accord.

EngagementsQuestion 27

L'article 15 du règlement ne limite pas les augmentations de prix opérées en vertu d'engagements au montant de la marge de dumping, ainsi qu'il est prévu dans la dernière phrase de l'article 8.1 du Code antidumping de 1994.

Que fera l'Inde pour s'assurer que les augmentations de prix opérées en vertu d'engagements ne seront pas supérieures à la marge de dumping?

Réponse 27

Le libellé "de façon à éliminer l'effet dommageable du dumping" utilisé à l'article 15 ii) assure que, dans le cas des Membres de l'OMC, les augmentations de prix au titre d'engagements ne seront pas supérieures à la marge de dumping.

Questions 28 et 29

Contrairement à l'article 8.2 du Code antidumping de 1994, l'article 15 2) du règlement n'indique pas clairement que les déterminations préliminaires nécessaires doivent être positives et doivent inclure un lien de causalité.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect, sous ce double aspect, de l'article 8.2 du Code antidumping de 1994?

Réponses 28 et 29

L'article 9B iii) de la Loi de 1975 sur le tarif douanier dispose qu'aucun droit antidumping ne sera imposé à moins que, selon les règles définies, il n'ait été conclu à titre préliminaire à l'existence d'un dumping causant un dommage. De plus, selon l'article 4 c) ii) du règlement, il appartient à l'autorité compétente de soumettre ses conclusions concernant le dommage ... du fait de l'importation de l'article considéré en provenance de certains pays. Ainsi, en cas d'enquête portant sur des articles importés de Membres de l'OMC, l'autorité compétente est tenue d'examiner le lien de causalité entre les importations faisant l'objet de dumping et le dommage. Cela est conforme aux dispositions des articles 7.1 et 8.2 de l'Accord.

Question 30

Contrairement à l'article 8.3 du Code antidumping de 1994, l'article 15 du règlement n'exige pas que les autorités indiennes communiquent les raisons qui les ont conduites à considérer l'acceptation d'un engagement comme étant inappropriée. De même, aucune possibilité n'est donnée aux parties intéressées de formuler des observations à ce sujet.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 8.3 du Code antidumping de 1994?

Réponse 30

Il découle implicitement de l'article 15 3) lu conjointement avec l'article 16 du règlement antidumping que l'autorité compétente donnera les raisons pour lesquelles elle n'accepte pas un engagement.

Question 31

Dans le cas où l'enquête est menée à son terme, l'article 15 1) du règlement ne prévoit pas, contrairement à l'article 8.4 du Code antidumping de 1994, qu'en principe, s'il y a détermination négative de l'existence d'un dumping ou d'un dommage, l'engagement devient automatiquement caduc.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 8.4 du Code antidumping de 1994?

Réponse 31

Cela découle implicitement de l'article 15 1) ii) lu conjointement avec l'article 15 2) du règlement.

Question 32

L'article 8.5 dispose que le fait que les exportateurs n'offrent pas de tels engagements ou n'acceptent pas une invitation à le faire ne préjugera en aucune manière l'examen de l'affaire. Cette disposition n'est pas reprise dans l'article 15 du règlement.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 8.5 du Code antidumping de 1994?

Réponse 32

Les dispositions de l'article 8.5 ne peuvent être invoquées que lorsque des engagements en matière de prix sont suggérés par les autorités du Membre importateur. Le règlement antidumping indien ne prévoyant pas que l'autorité compétente puisse suggérer elle-même des engagements en matière de prix, l'article 8.5 de l'Accord n'a pas lieu de s'appliquer à l'Inde.

Question 33

Que fera l'Inde pour s'assurer que, en cas de violation d'un engagement en matière de prix, l'imposition rétroactive de droits définitifs est limitée à 90 jours au plus avant l'application des mesures provisoires (comparer la troisième phrase de l'article 8.6 du Code antidumping de 1994 et le dernier paragraphe de l'article 20 du règlement)?

Réponse 33

Le règlement ne prévoit pas l'imposition de mesures provisoires en cas de violation d'un engagement en matière de prix; la question d'une application limitée à 90 jours au plus avant l'application des mesures provisoires ne se pose donc pas.

Imposition et recouvrement de droits antidumping

Question 34

Que fera l'Inde pour s'assurer que l'existence d'un lien de causalité est requise pour que des droits puissent être imposés (comparer l'article 19 du règlement avec la première phrase de l'article 9.2 du Code antidumping de 1994)?

Réponse 34

Cela découle implicitement du libellé "... le cas échéant, qui causent un dommage ...", figurant à l'article 19, lu conjointement avec l'article 4 c) ii) du règlement.

Question 35

Que fera l'Inde pour s'assurer que les remboursements prévus à l'article 9.3.1 du Code antidumping de 1994 interviendront dans les 90 jours et qu'une explication a été fournie dans les cas où le remboursement n'intervient pas dans les 90 jours (on ne trouve aucune disposition correspondante, ni dans l'article 17, ni dans l'article 21 du règlement)?

Réponse 35

Les dispositions du règlement impliquent un remboursement dans un délai raisonnable. En outre, les dispositions générales relatives au remboursement au titre de la Loi douanière de 1962 régiraient aussi le remboursement de droits antidumping acquittés en dépassement du montant dû.

Questions 36 et 37

En ce qui concerne les réexamens auxquels il est procédé en faveur des exportateurs "nouveaux venus", que fera l'Inde pour s'assurer que ces réexamens sont engagés et effectués selon des procédures accélérées (article 9.5 du Code antidumping de 1994), dès lors que l'article 22 du règlement est muet à ce sujet?

Par ailleurs, en quoi consistent, dans ce contexte, les réexamens périodiques prévus à l'article 22 du règlement?

Réponses 36 et 37

L'autorité compétente se propose de procéder dans les meilleurs délais aux réexamens en faveur des exportateurs "nouveaux venus". L'expression "réexamens périodiques" implique des réexamens accélérés.

Rétroactivité

Question 38

En ce qui concerne l'application rétroactive de droits, la législation indienne ne dispose pas que les importateurs concernés doivent avoir eu la possibilité de formuler des observations, ainsi que le prévoit l'article 10.6 ii) du Code antidumping de 1994 (comparer avec l'article 9A 3) ii) de l'Ordonnance).

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 10.6 ii) du Code antidumping de 1994?

Réponse 38

L'article 16 du règlement antidumping dispose qu'avant de formuler ses conclusions finales l'autorité compétente informera toutes les parties intéressées des faits essentiels pris en considération par elle et sur lesquels repose sa décision. Cela implique que les parties intéressées auront la possibilité de présenter leurs observations.

Durée et réexamen

Question 39

La législation indienne ne prévoit pas le droit, pour les parties intéressées, de demander un réexamen (voir l'article 23 du règlement et l'article 9A 5) de l'Ordonnance), droit qui est prévu par l'article 11.2 du Code antidumping de 1994.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 11.2 du Code antidumping de 1994?

Réponse 39

Le règlement prévoit le réexamen sur la base des informations reçues par l'autorité compétente et n'interdit pas aux parties intéressées de fournir de telles informations.

Question 40

L'article 14 du règlement qui prévoit la clôture immédiate des enquêtes normales n'est pas mentionné à l'article 23 qui traite des procédures de réexamen.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de la dernière phrase de l'article 11.2 du Code antidumping de 1994, qui prévoit la suppression immédiate du droit antidumping si ce droit n'est plus justifié?

Réponse 40

Cela est impliqué par l'article 23 1) du règlement.

Question 41

L'article 9A 5) de l'Ordonnance est libellé comme suit: "Etant entendu que si le gouvernement central estime, après réexamen, que la suppression du droit risque de conduire à la persistance ou au renouvellement du dumping et du dommage, il pourra éventuellement en prolonger la durée d'imposition d'encore cinq années ...".

Quelles sont les règles qui régissent ces procédures de réexamen, quelles sont les éventualités auxquelles il est fait allusion et comment cette disposition transpose-t-elle, en particulier, l'article 11.3 du Code antidumping de 1994?

Réponse 41

L'article 23 du règlement, lu conjointement avec la dernière clause restrictive dont est assorti l'article 9A 5) de la Loi de 1975 sur le tarif douanier, respecte l'obligation incombant à l'Inde au titre de l'article 11.4 de l'Accord.

Question 42

L'article 23 2) du règlement, qui prévoit la durée des procédures de réexamen, ne précise pas que ces réexamens seront effectués avec diligence.

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 11.4 du Code antidumping de 1994?

Réponse 42

Il est précisé à l'article 23 2) du règlement qu'un tel réexamen sera mené à terme dans un délai de 12 mois au maximum.

Avis au public

Questions 43 et 44

Que fera l'Inde pour s'assurer qu'avis sera également donné au public, conformément aux dispositions de l'article 12.2.2 du Code antidumping de 1994, dans les cas où les engagements en matière de prix sont acceptés?

Comment l'Inde assurera-t-elle le respect de l'article 12.2.3 du Code antidumping de 1994 qui prévoit que la partie non confidentielle des engagements sera rendue publique?

Réponses 43 et 44

Le libellé "et rendra également public un avis à ce sujet" contenu à l'article 15 4) du Règlement, lu conjointement avec l'article 7 1), assure le respect de l'article 12.2.2 et 12.2.3 de l'Accord.